

Liste des territoires non autonomes selon l'ONU

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

La **liste des territoires non autonomes selon l'ONU** est une liste de pays qu'elle considère comme non-décolonisés. La liste a été élaborée début 1946 conformément au Chapitre XI de la Charte des Nations unies, et a été mise à jour par l'Assemblée générale suivant la recommandation du Comité spécial de la décolonisation et de ses prédécesseurs.

Le terme **territoire non autonome** est utilisé par l'Organisation des Nations unies pour désigner un territoire « dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ».



Carte actuelle de l'ONU

Cette liste est parfois controversée car elle comprend des territoires qui ont refusé l'indépendance par référendum — tels Tokelau à deux reprises — ou qui ont élu des représentants qui ont choisi de refuser l'indépendance. Ainsi, le journaliste néo-zélandais Michael Field écrivait en 2004 : « L'ONU [...] veut absolument débarrasser le monde des derniers vestiges du colonialisme avant la fin de cette décennie. Elle a une liste de seize territoires dans le monde, dont quasiment aucun ne veut être indépendant »¹. En 2007, l'ancien diplomate néo-zélandais John Hayes affirmait que les Nations unies devraient « laisser Tokelau tranquille » et cesser de pousser ce territoire néo-zélandais vers une indépendance que les Tokelauans ont rejetée². Patuki Isaako, qui était dirigeant de Tokelau en 2004 au moment d'un séminaire de l'ONU sur la décolonisation, avait informé les Nations unies que son pays ne souhaitait pas être décolonisé, et que les Tokelauans s'étaient toujours opposés à l'idée de la décolonisation depuis la première visite de représentants de l'ONU en 1976¹.

En mai 2008, Ban Ki-moon, Secrétaire-général de l'ONU, appelait les puissances coloniales à « terminer le processus de décolonisation dans l'ensemble des seize territoires non autonomes restants, sans exception » (*"to complete the decolonization process in every one of the remaining 16 Non-Self-Governing Territories"*)³. Le New Zealand Herald réagit en suggérant que les Nations unies sont « apparemment frustrées après leurs deux tentatives ratées pour faire voter les Tokelauans en faveur de l'indépendance »⁴.

Sommaire

- [1 Liste des territoires non autonomes](#)
- [2 Critiques](#)
- [3 Notes et références](#)
- [4 Liens externes](#)

Liste des territoires non autonomes

Territoire	Autorité administrante	Statut
Sahara occidental	Aucune ^s	Territoire contrôlé à 80% par le Maroc
Samoa américaines	États-Unis	Territoire non-incorporé des États-Unis
Guam	États-Unis	Territoire non-incorporé des États-Unis
Nouvelle-Calédonie	France	Collectivité d'outre-mer à statut spécial de la France
Îles Pitcairn	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
Tokelau	Nouvelle-Zélande	Dépendance autonome de la Nouvelle-Zélande
Anguilla	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
Bermudes	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer
Îles Vierges britanniques	Royaume-Uni	Territoire britannique d'outre-mer

<u>Îles Caïmans</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Îles Malouines</u> (Falkland/Malvinas)	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Gibraltar</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Montserrat</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Îles Turques-et-Caïques</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Territoire britannique d'outre-mer</u>
<u>Îles Vierges américaines</u>	<u>États-Unis</u>	Territoire non-incorporé des <u>États-Unis</u>

Critiques

La liste demeure relativement controversée, notamment parce que ses critères ont été définis en 1960 par la Résolution 1541 (XV)⁶ qui se focalise uniquement sur les colonies occidentales. Des 111 membres qui ont accédé à l'indépendance et rejoint l'ONU entre 1960 et 2008, au moins trente n'ont jamais été inclus dans la liste.

De ces trente en 1960, huit (pour la plupart, des pays arabes) ont été gouvernés par des pays occidentaux, mais douze appartenaient à l'Union Soviétique et six à la Yougoslavie (désormais toutes deux dissoutes), deux à la Tchécoslovaquie, un à l'Éthiopie, un au Pakistan. L'idée que cette liste est incomplète est notamment reprise par les militants de l'Organisation des nations et des peuples non représentés. La conférence internationale de juristes de Londres en 1993 recommandait d'appeler l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle inclue le Tibet dans le mandat du Comité spécial de la décolonisation^{7,8}